

BUREAUX
ROUBAIX - 69-71, Grande-Rue. Tél. 327.52, 327.53 et 327.54.
TOURCOING - 21, rue Carnot. Tél. 37.
LILLE - 3, rue Faidherbe. Tél. 539.81.
PARIS - 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provenance, 77.54.
MOUScron - 108, rue de la Station. Tél. 5.64.
ANCIENS DIRECTEURS :
Jean Roboux
Alfred Roboux
Madame Alfred Roboux

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre!

Aider vos représentants dans leurs démarches en faisant de la publicité dans les journaux!

Devant la Commission des Affaires étrangères de la Chambre

M. G. BONNET

expose l'état des négociations avec l'U. R. S. S. et la Turquie

Les accords avec cette dernière seraient signés vendredi

M. MOLOTOV A REÇU LES REPRÉSENTANTS FRANÇAIS ET ANGLAIS

Paris, 21 juin. — La Commission des affaires étrangères de la Chambre, à l'issue de sa réunion, a publié un communiqué aux termes duquel M. Georges Bonnet, au cours de son audition, a déclaré qu'après la chute de Barcelone, il y eut en France environ 500.000 réfugiés. Il en reste 275.000, les autres étant soit rentrés en Espagne, soit partis pour d'autres pays.

Il a ensuite rappelé les conditions du départ d'Espagne des volontaires italiens et allemands et ajouté qu'en dépit des difficultés devant lesquelles il se trouve, le gouvernement espagnol ne doit pas méconnaître la bonne volonté de la France. L'application des accords Bérard-Jordana est poursuivie avec diligence.

Le ministre a ensuite exposé l'évolution de la situation en Extrême-Orient depuis les incidents du 9 avril. Le gouvernement français est entièrement solidaire de la Grande-Bretagne, mais

M. Justin Jolly...



...professeur d'histoire au Collège de France, ancien chef de laboratoire de la Faculté de médecine, qui a été élu mardi à l'Académie des sciences.

EST-CE UNE MANŒUVRE CONTRE LA RÉFORME ÉLECTORALE ?

Une demande d'interpellation de M. Frossard sur la politique générale du gouvernement

Paris, 21 juin. — M. L.-O. Frossard, président du groupe de l'Union socialiste et républicaine, a demandé à interpellier sur la politique générale du gouvernement et, notamment, sur les intentions du président du Conseil pour l'utilisation des pleins pouvoirs en ce qui concerne l'amnistie, la retraite des vieux travailleurs, éventuellement, la réforme électorale et la prorogation du mandat parlementaire.

Il en demanda la discussion immédiate dès jeudi après-midi avec l'appui de cinquante signatures.

D'après les indications recueillies dans les couloirs, le but que se proposait M. Frossard en déposant cette demande d'interpellation serait moins de provoquer un débat sur la politique générale que de couper court à la discussion du projet de réforme électorale.

Des marins yougoslaves rendent hommage au Soldat inconnu français



Les marins du navire-école yougoslave « Gadrin », qui a fait escale à Cherbourg, se sont rendus à Paris où ils ont été inclinés sur la tombe du Soldat inconnu.

LE DIFFÉREND ANGLO-NIPPON

QUE VEUT LE JAPON ?

« On ne le sait pas encore bien » déclare M. Chamberlain aux Communes
« En tout cas, nous n'acceptons pas le blocus de Tien-Tsin »

Les Japonais occupent Swatow, dernier port franc important dans la Chine du Sud



Le port d'Amoy, au sud de la Chine, qui est bloqué par les Japonais depuis le 15 juin. (Ph. France-Press.)

BILLET PARISIEN

Les adversaires sournois

PARIS, 21 JUIN (Minuit).

M. Daladier va-t-il être contraint de soutenir dans les jours qui viennent un grand assaut de la part de ses adversaires, déclarés ou

Malgré la gravité de la situation internationale, qui devrait mettre un terme à toutes les compétitions de personnes comme à toutes les intrigues de parti, il faut bien se rendre à cette évidence : des hommes travaillent à créer des embarras au gouvernement. Le prétexte qu'ils invoquent est la nécessité qu'il y aurait à renseigner le pays sur le sort de la prochaine campagne électorale. Ils se donnent en défenseurs de la légalité républicaine, la prorogation de la Chambre ; mais, en réalité, ils sont avant tout adversaires de la réforme électorale et tous leurs efforts tendent à obliger le gouvernement à lire le décret de clôture avant le vote définitif de la R. P.

Pour arriver à leurs fins, ils se sont groupés autour de M. Frossard, ancien ministre des Travaux publics, du cabinet Daladier qui démissionna le jour où son chef, pour élever en France le niveau de la production, voulut apporter quelques aménagements aux lois sociales. M. Frossard a donc déposé une demande d'interpellation sur la politique générale, demande qui sera appuyée de cinquante signatures. Un débat qui s'engagerait sur ce thème permettrait aux conjurés de harceler le gouvernement jusqu'à ce qu'il prenne le décret de clôture à moins qu'il ne souhaite qu'il proroge la Chambre par décret-loi et endosse ainsi des responsabilités qu'il ne veut pas assumer pour leur part.

M. Daladier sait parfaitement ce qui est en jeu, aussi demandera-t-il le rejet de l'interpellation. S'il le veut, la réforme électorale pourra, malgré les obstacles siémeent accumulés, être accomplie avant les vacances. Il ne lui sera pas difficile d'éclairer l'opinion sur les véritables intentions de ses adversaires. Ceux-ci ne peuvent pas faire que les premiers résultats du retour au travail et à la discipline, résultats que M. Abel Gardey, rapporteur à la commission sénatoriale des finances du Sénat s'est plu à proclamer mercredi, ne soient pas là pour attester qu'on est dans la bonne voie.

Leurs manœuvres ont des mobiles trop visibles pour donner le change au pays.

Londres, 21 juin. — Le cabinet a tenu, mercredi matin, sa réunion hebdomadaire. Un rapport reçu mardi soir sur les conversations qu'a eues sir Robert Craigie, ambassadeur de Grande-Bretagne à Tokio, avec M. Arta, ministre des Affaires étrangères du Japon, a fait particulièrement l'objet des entretiens des ministres, auxquels lord Halifax a rendu compte de la conversation qu'il a eue lundi soir, avec M. Shigemitsu, ambassadeur du Japon à Londres.

L'après-midi, aux Communes, plusieurs questions ont été posées à M. Chamberlain sur la situation à Tien-Tsin.

« Les restrictions appliquées aux barrières des concessions, a déclaré le premier ministre, restent les mêmes. Quant aux sujets britanniques qui ont été déportés après avoir été fouillés, mais aucun nouvel incident n'a été signalé dans les derniers télégrammes qu'a fait parvenir le consul général de Grande-Bretagne.

« Les divers incidents qui ont entrainé l'application du blocus ont fait l'objet de discussions entre l'ambassadeur de Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères du Japon qui a promis de se livrer à une enquête sur les divers cas de discrimination et de mauvais traitements qui lui ont été signalés.

« L'attitude du gouvernement japonais n'est pas encore claire et l'on n'a pas encore décidé si ces questions seront discutées à Tokio ou à Tien-Tsin. Nous nous attendons toutefois à recevoir d'autres informations à ce sujet ».

De nombreuses questions supplémentaires ont ensuite été posées au premier ministre.

— Sir Robert Craigie, a demandé notamment M. Eden, a-t-il bien précisé au cours de ses conversations avec le gouver-

nement japonais, que le gouvernement britannique n'était pas disposé à accepter le blocus et qu'il était prêt à prendre les mesures qu'il jugerait nécessaires en vue du ravitaillement des sujets britanniques ?

— J'ai déjà dit cela, a répondu le premier ministre, qui a ajouté :

« Notre ambassadeur a précisé au gouvernement japonais que nous n'acceptons pas ce blocus ».

(Lire la suite page 2).

servir la cause sociale et, par voie de conséquence, la cause de la paix.

Et à ceux qui trouvent que l'Exposition de Lille-Roubaix a été un prétexte pour le Führer, l'ancien petit soldat allemand de Fromelles, pour venir en effigie présider, chez nous, à une grande manifestation de propagande nationaliste, nous dirons que c'est tant mieux.

Il est à souhaiter que la propagande de l'Allemagne ne s'exerce jamais sur d'autres terrains que ceux du progrès social où la France peut la rencontrer dans un même idéal d'humanité.

Si la recherche des initiatives propres à améliorer le sort des humbles doit rapprocher nos deux peuples, qui ne s'en féliciterait pas ?

La France peut être fière des réalisations d'hygiène, d'enseignement, d'art, de sport qui couvrent son sol. Elle est assez riche en magnifiques résultats pour permettre à d'autres pays de venir chez elle exposer les leurs. Cette confrontation des méthodes et des faits assure la marche en avant de la civilisation. Elle est aussi, répétons-le, un gage de paix.

Lois DARTOIS.

Libres propos

L'ALLEMAGNE ET LE PROGRÈS SOCIAL

La participation de l'Allemagne à l'Exposition du Progrès social est importante. Ne marchandons pas les épitètes, et disons qu'elle est tout à fait réussie. Ses organisateurs ont vu grand et leur réalisation, dans un cadre révé, présente un ensemble documentaire et spectaculaire digne de figurer dans les plus belles manifestations de ce genre.

Il y a, à Lille, au Palais des Nations, un remarquable effort d'exposé synoptique, une profusion d'exemples et de modèles qui attirent l'œil et retiennent l'attention du visiteur. C'est une leçon de choses vivante, ingénieuse, qui parle à l'imagination et oblige à penser et à discuter.

Ceste de propagande ? Bien sûr, et il suffit de lire les explications précises et rédigées dans la note nationaliste la plus ardente pour se convaincre que la pensée sociale sert ici les desseins politiques et que cette démonstration grandiose des résultats obtenus dans son domaine, fait naturellement réfléchir sur autres problèmes auxquels le Reich s'est attaqué avec succès.

Mais la pire erreur que les démocrates pourraient commettre, ce serait de critiquer de parti pris toutes les initiatives des Etats totalitaires, de nier le bien qui se fait chez eux, ou même de ne pas accorder à certaines de leurs réformes tout le sérieux qu'elles méritent.

Sans doute, les solutions des graves problèmes sociaux ne sont pas obtenues en Allemagne et en Italie, par les mêmes méthodes qu'en France ou en Angleterre. Tandis que dans les deux premiers pays la contrainte est à la base du régime et que le progrès social ou autre est imposé par une discipline de fer qui lui enlève une grande partie de sa vertu, chez nous et chez nos amis d'outre-Manche on ne comprend pas le progrès sans la liberté et le respect de la personne humaine et des lois qui régissent la conscience paraît nécessaire au développement du mieux-être.

Mais ce n'est pas une raison, parce qu'on reste farouchement attaché à la conception démocratique pour ne pas suivre avec l'intérêt le plus minutieux l'évolution de la question sociale chez nos voisins, et pour ne pas retirer tout le profit possible de leurs créations et de leurs expériences.

C'est pourquoi, nous pensons que la présence de l'Allemagne à Lille, à côté de la Belgique et de la Hollande, est une chose excellente et qui peut et doit

Paris, 21 juin. — Il est vraisemblable que les membres du gouvernement se réuniront à la fin de cette semaine en Conseil des ministres. Ce Conseil sera consacré notamment à l'examen de la situation extérieure.

Le port d'Amoy, au sud de la Chine, qui est bloqué par les Japonais depuis le 15 juin. (Ph. France-Press.)

Le port d'Amoy, au sud de la Chine, qui est bloqué par les Japonais depuis le 15 juin. (Ph. France-Press.)

Le port d'Amoy, au sud de la Chine, qui est bloqué par les Japonais depuis le 15 juin. (Ph. France-Press.)

Le port d'Amoy, au sud de la Chine, qui est bloqué par les Japonais depuis le 15 juin. (Ph. France-Press.)

Le port d'Amoy, au sud de la Chine, qui est bloqué par les Japonais depuis le 15 juin. (Ph. France-Press.)

Le port d'Amoy, au sud de la Chine, qui est bloqué par les Japonais depuis le 15 juin. (Ph. France-Press.)

Le port d'Amoy, au sud de la Chine, qui est bloqué par les Japonais depuis le 15 juin. (Ph. France-Press.)

Le port d'Amoy, au sud de la Chine, qui est bloqué par les Japonais depuis le 15 juin. (Ph. France-Press.)

Une restauration nécessaire :

LA MÈRE AU FOYER

Les rapports des déléguées au Congrès de Lille font apparaître que la conquête de l'opinion publique s'est étendue depuis le dernier congrès, en 1937

Depuis que de nombreux esprits ont entrepris la campagne pour le retour de la mère au foyer, plusieurs étapes ont été franchies. On n'est plus, grâce à Dieu, aux premiers travaux de débâcle, où il fallait balayer les préjugés et les routines pour qu'enfin on s'intéressât à une question primordiale pour l'avenir de notre pays.

En France, grâce à l'initiative privée, — et on sait avec quelle originalité elle a agi dans notre ville même — de solides fondements ont été posés pour cette œuvre de restauration nécessaire.

L'intérêt de la journée d'hier au Congrès international pour la mère au foyer, de Lille, réside dans les observations faites depuis le dernier congrès de 1937 en France et dans les autres pays. Car le problème n'est pas seulement français, il est universel. Il n'y aura jamais trop de lumière pour éclairer des travaux qui intéressent tout le monde.

Nous prendrions volontiers l'exemple d'une carte géographique où les routes principales seraient tracées. Les chemins secondaires, les sentiers, qui font arriver plus vite au but ont aussi d'importance, mais il faut être plusieurs pour les recevoir, sous peine de voir l'ouvrage retardé.

Le plupart des pays où le culte de la famille est en honneur ont donc envoyé à ce congrès des déléguées qui ont exposé, simplement, les résultats obtenus depuis le dernier congrès de 1937. On n'a pas réussi partout aussi bien qu'en France ; c'est une justice à rendre à nos pays, où l'action pour le retour de la mère au foyer s'est confondue avec celle de l'Union féminine civique et sociale, et qui doit beaucoup, comme on l'a fait remarquer, à des exemples tels que ceux donnés par M. Philippe Leclercq.

Dans les autres pays, en effet, le retour de la mère au foyer est lié à de multiples questions, et le problème ne se pose pas de la même façon qu'en France, par suite d'un réajustement différent du travail de la femme, ou bien des dispositions prises par les gouvernements. De sorte qu'il était étonnant de voir couler noir sur blanc, des formulations dont on cherche encore la formule. Cela, c'est le travail qui, petit à petit, se déboucle.

Ce qui était fort intéressant à entendre dans les rapports, c'est la conquête de l'opinion publique.

Au fond, c'est ce qui importe. Le « climat » se fait, partout. La reconnaissance de la valeur sociale de la mère, le respect de sa mission humaine, sont des idées qui, depuis 1937, ont pourvu leur cheminement sûr dans les esprits les plus rebelles. Et l'on sait qu'en France, la peine des pionniers n'a pas été perdue. L'action conjuguée pour le retour de la mère au foyer, pour le réajustement et l'extension des allocations familiales, pour la défense de la famille française, aboutit à créer une atmosphère favorable à l'objectif suprême : le relèvement de la natalité dans nos pays. En poursuivant, dans le domaine qu'elle s'est assigné, une des tâches les plus urgentes, l'Union féminine civique et sociale aura bien mérité de la famille française.

J. L.

(Lire la suite page 3).

Le 26 mai, le sujet ottoman Mehdi Bey Burstein Pashali, né en Turquie à Diarbekir, le 15 mars 1880, était arrêté au gare maritime de Boulogne-sur-Mer pour infraction à un arrêté d'expulsion.

Le chef de l'armée finlandaise démissionne



Le MARÉCHAL MANNERHEIM chef de l'armée finlandaise, qui a remis sa démission de président du conseil de la défense nationale.

LETTRE DE BRUXELLES

La position de la Belgique en cas d'attaque allemande

Quelle est, au point de vue militaire la conséquence de la politique « d'indépendance » pratiquée par la Belgique ? Le lieutenant-général Maurice Vanier, dont l'influence dans les milieux militaires est particulièrement grande, vient de répondre à cette ques-

Les vedettes Errol Flynn et Lily Damita victimes d'un accident d'auto



Dans la banlieue de Hollywood, les acteurs de cinéma bien connus, Errol Flynn et sa femme LILY DAMITA, ont été victimes d'un accident d'auto. L'été d'Errol Flynn serait grave. — LES DEUX ACTEURS (Ph. Express)